



MISSION PERMANENTE DU SENEGAL
auprès des Nations Unies
238 East 68th Street
New York, N.Y. 10021

Tel: (212) 517-9030
Fax: (212) 517-3032

Vérifier au prononcé

**DECLARATION DE LA DELEGATION SENEGALAISE
DEVANT LA DEUXIEME REUNION BIENNALE DES
ETATS CHARGEE D'EXAMINER L'APPLICATION DU
PROGRAMME D'ACTION EN VUE DE PREVENIR,
COMBATTRE ET ELIMINER LE COMMERCE ILLICITE
DES ARMES LEGERES SOUS TOUS SES ASPECTS**

New York, le 11 juillet 2005

Monsieur le Président,

A l'instar des orateurs précédents, je voudrais vous adresser les vives félicitations de ma Délégation pour votre brillante élection à la présidence de la 2^{ème} Réunion Biennale des Etats chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Nul doute que dans l'accomplissement de l'importante mission qui vous a été confiée, l'appui total de la Délégation sénégalaise vous est d'ores et déjà acquis.

Monsieur le Président,

Les ravages causés par la circulation illicite des armes légères en Afrique sont connus de tous. Ils se mesurent hélas aux millions de morts, de mutilés et de déplacés occasionnés par ce terrible fléau, mais également à la désintégration économique et sociale causée par les marchands d'armes véreux et les mercenaires cupides qui essaient le continent.

Comme indiqué dans le dernier rapport soumis par mon Pays en application du Programme d'action, les Autorités sénégalaises ont, très tôt, dès le 18 janvier 1966, en adoptant la loi 66-03 organisant le régime général des armes et munitions, pris la pleine mesure des dangers liés à l'absence de contrôle dans le domaine du commerce des armes légères. En effet, cette loi établit des procédures draconiennes concernant la fabrication, l'importation, l'exportation, la cession, l'acquisition, la détention, le commerce, le courtage ainsi que l'entreposage des armes et munitions.

Au regard de l'arsenal juridique de contrôle des armes, toutes les armes faisant l'objet d'une transaction sont systématiquement marquées, puis enregistrées dans une base de données électroniques, avant leur affectation à leurs destinataires. Il convient de préciser que cette législation est assortie de sanctions sévères en cas de violations constatées. **Par ailleurs, la Commission nationale du Sénégal, en association avec la société civile, est en train de revisiter la loi sénégalaise sur les armes et munitions afin de l'adapter aux nouvelles réalités et exigences du contrôle des armes tant aux niveaux national que mondial.**

Monsieur le Président,

Au niveau sous-régional ouest-africain, mon Pays se réjouit des résultats flatteurs obtenus grâce au Programme de Coordination et d'Assistance pour la Sécurité et le Développement (PCASED) qui avait été mis en place par le PNUD en 1999 pour appuyer les efforts de la CEDEAO en vue de juguler la prolifération illicite des armes légères, à travers son Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication de ces engins, adopté en 1998. **Le mandat de 5 ans du PCADED est arrivé à son terme.**

Aujourd'hui, la CEDEAO s'est placée dans une nouvelle phase de sa lutte contre ce fléau, avec un nouveau Programme, dénommé Programme des armes légères de la CEDEAO (ECOSAP) avec la volonté partagée de transformer ledit Moratoire en une Convention juridiquement contraignante. **En outre, nous saluons la création, au sein de la CEDEAO, d'une unité des armes légères**

destinée à la coordination politique des actions communautaires en matière de lutte contre les ALPC.

Monsieur le Président,

Le Sénégal a initié le redéploiement de ses structures de lutte contre la prolifération des ALPC notamment en mettant en place des commissions régionales dans le cadre de la préparation du programme national d'action tel que édicté par l'UNPoA.

Je ne saurais terminer mon propos sans saluer la précieuse contribution de la société civile, à travers ses enquêtes, études, et autres activités de sensibilisation menées sur le terrain, permettant ainsi aux Autorités sénégalaises de mieux renforcer le maillage sécuritaire dans le domaine notamment du contrôle des flux des armes légères.

Il est heureux de constater, à cet égard, que dans le cas du Sénégal, des ONGS dynamiques abattent quotidiennement un travail colossal ; parmi celles-ci, il me plaît de citer le MALAO, AFSTRAG, OXFAM America, Oxfam Grande Bretagne, Amnesty - Sénégal, Afrique - Enjeux et la RADDHO venues participer à notre présente réunion.

Ces représentants de la société civile partagent avec l'Etat du Sénégal le souci d'arriver à l'adoption d'un Traité sur le commerce des armes (TCA) en 2006, conformément aux objectifs de la campagne internationale actuellement en cours.

C'est dire que les succès de nos Etats dans cette croisade contre le terrible fléau de la circulation illicite des armes légères ne seront consolidés que si nous inscrivons nos actions dans une démarche inclusive et intégrée, où tous les acteurs (Etat, organisations internationales et ONGS) jouent pleinement leur partition.

Mon Pays est pleinement disposé à participer à toutes les entreprises qui seront initiées par la présente Conférence afin de faire progresser la mise en œuvre de l'UNPoA.

Je vous remercie.